

Contre le programme du FN un argumentaire syndical

Qui sommes nous ?

VISA regroupe des militant(e)s de la FSU, de la CGT, de la CFDT et de SOLIDAIRES (adhérent(e)s de sections d'entreprises, élu(e)s de syndicats nationaux ou représentant(e)s de fédérations professionnelles) qui, depuis 1996, recensent, analysent, dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front National sur le terrain social.

VISA a pour ambition d'être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Que voulons nous ?

L'objectif que nous nous fixions en 1996 n'a malheureusement pas changé : " *Participer à la mise en mouvement, dans sa pluralité et sa diversité, mais de manière convergente, du champ syndical contre le fascisme* ".

Il passe aujourd'hui par une vigilance militante :

- face à des mesures gouvernementales anti sociales, liberticides et, pour certaines, inspirées par l'idéologie d'extrême droite
- face à un FN dont les idées se diffusent dans tous les secteurs de la société
- face à la remontée dans toute l'Europe de courants racistes, xénophobes ou même ouvertement fascistes.

Cette vigilance, l'ensemble du mouvement syndical et associatif peut et doit l'exercer !

Printemps 2012

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes
80/82 rue de Montreuil - 75011 PARIS - isa@visa-isa.org
<http://www.visa-isa.org/>

Association Visa



Préface

de Jean-Paul Gautier, politologue

Le FN, version Jean-Marie ou version Marine, a toujours fait preuve d'une grande capacité d'adaptation. Les programmes présentés ont été, et sont toujours à géométrie variable. Leur rapport avec la vérité (utilisation des statistiques...) n'a parfois aucune importance. Ce qui compte uniquement, pour le FN, c'est la capacité à emporter l'adhésion des gens. Cohérence et incohérence volontairement entretenues permettent ainsi de défendre tout et son contraire. Ce tour de passe-passe explique, en partie, le succès de Marine Le Pen.

Hannah Arendt, dans son ouvrage « *Nature du totalitarisme* », publié en 1954, analysant la politique menée par Mussolini écrivait « *il fut probablement le premier dirigeant de parti à avoir consciemment rejeté un programme formel pour le remplacer par la seule direction inspirée de l'action* ». En effet, aucune doctrine cohérente ne caractérise le fascisme et ses divers descendants d'extrême droite.

Si le FN fait preuve d'opportunisme et jette ses rets en direction des différentes catégories socioprofessionnelles (discours de Marine Le Pen du 1^{er} mai 2011), son analyse politique repose sur un certain nombre de fondamentaux identitaires et nationalistes dont la préférence nationale en constitue une thématique récurrente (immigration, emploi, droits sociaux, économie...) : le rejet de l'autre, la défense de l'identité nationale, « *une réalité sociale* ».

Cette préférence nationale « *non négociable* » selon Louis Aliot (dirigeant national du FN et fondateur du Club 'Idées - Nation') a été remise au goût du jour par Jean-Yves Le Gallou et le Club de l'horloge en 1985 et se veut être une réponse à l'immigration.

Marine Le Pen entend acquérir une culture de gouvernement, comme elle l'expose dans son livre « *A contre flots* ». Elle mène une politique de dédramatisation. Elle entend exprimer « *une plus value sociale* » et un retour à l'Etat fort. Elle développe ainsi un discours national populaire axé sur l'emploi, la lutte contre le chômage, la détresse sociale, la défense du pouvoir d'achat, le sauvetage des emplois menacés par la mondialisation, la défense des retraites (40 annuités à la carte), l'arrêt des non remplacements des départs en retraite des enseignants, le protectionnisme et la taxation aux frontières (ce qui doit permettre d'alimenter les caisses de retraites) et la restauration des frontières pour sauver des emplois et faire face à la concurrence déloyale et à la mondialisation. Bref, comme le réclamait Bruno Mégret, l'application d'un « *nouveau protectionnisme ... Un nouvel ordre économique et social* », condition nécessaire « *pour la renaissance de notre civilisation ... et le printemps de la France* ». Virage social, ce programme est testé grandeur nature dans le « *laboratoire* » d'Hénin-Beaumont.

Par son discours social, le FN entend séduire le monde syndical. Selon un sondage, 9 % de syndiqués se déclarent prêts à voter FN. Celui-ci a d'ailleurs créé une structure ad hoc, le Cercle national des travailleurs syndiqués, sans grand succès à ce jour. Il ne s'agit plus de lancer des structures syndicales estampillées FN mais d'attirer des syndicalistes au mouvement.

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN a fait bouger les lignes. On assiste ainsi à la conjonction entre un discours frontiste économique et social en rupture avec le « *libéralisme européiste UMP-PS* » et la prise de conscience significative par les électeurs de l'incapacité des partis classiques. Le FN énonce des idées simples, voire simplistes, ce que les gens ont envie d'entendre. Cela montre le succès de sa stratégie de dédramatisation, la modification de l'image du parti.

Le FN dispose d'un potentiel de sympathisants. Cet élargissement résultant du lissage du discours de Marine Le Pen vient de la droite classique. Le FN n'est plus ostracisé, il est « *républiquement compatible* ». Il se définit comme un parti national et social, suivant en cela Jacques Doriot qui qualifiait ainsi en 1936, dans son programme, le Parti populaire français qu'il présidait.

Si Marine Le Pen semble plus contemporaine que son père, elle incarne un nationalisme autoritaire et démagogique avec un certain savoir faire électoral et une volonté d'accéder au pouvoir.

Introduction

Décortiquer le programme du Front National n'est pas chose aisée ; pour une raison fondamentale : pour les fascistes, les questions programmatiques sont secondaires et essentiellement tactiques. Leur vrai et unique programme est l'Etat fort ; entendons par là un Etat où les libertés démocratiques sont fortement restreintes, en attendant d'être liquidées, un Etat où le mouvement ouvrier - partis et syndicats - est muselé, détruit, ou transformé en officine corporatiste ; un Etat où l'idéologie nationaliste et chauvine tient le haut du pavé, d'abord contre les immigrés soit disant responsables de tous les maux, puis contre « *l'étranger* », individu ou pays, contre lequel il faut se prémunir voire s'armer. Dans les wagons de cette idéologie, la haine du juif, du franc-maçon, du rom, sensés personnifier « *l'apatride* », n'est jamais très loin comme l'histoire du 20^{ème} siècle l'a malheureusement prouvé.

Dans ce schéma, les questions économiques et sociales voire sociétales ne sont, la plupart du temps, qu'une variable d'ajustement en fonction des nécessités politiques et électorales du moment.

Ainsi, au début des années 1980, le programme du FN était largement inspiré de la politique ultra-libérale que Ronald Reagan menait aux Etats-Unis. Face à l'épouvantail que constituait pour le parti frontiste le gouvernement « *socialo communiste* » de François Mitterrand, les recettes libérales convenaient à l'électorat petit bourgeois aisé du FN de ces années-là.

La décennie 1985-1995 allait voir un changement progressif mais important de l'électorat du Front National. Sous les coups de boutoir conjugués de la politique de rigueur en France à partir de 1983 puis de l'effondrement des pays du « *socialisme réel* » à l'Est à la fin des années 80, une frange de l'électorat populaire dérivait progressivement vers le FN.

Dès 1993 dans « 100 mesures pour la France » la direction du FN prit acte de ces changements et en tira quelques enseignements. Pendant les grandes grèves de 1995, on a pu entendre Mégret, numéro 2 du Front, saluer les « travailleurs français », ce qui n'empêcha pas le FN de dénoncer en même temps les syndicats « gréviculteurs » qui paralysaient le pays. En 1996, le parti frontiste passe à l'offensive en essayant de construire et de faire reconnaître des « syndicats » estampillés FN. La riposte syndicale a heureusement fait avorter cette entreprise (voir à ce propos notre livre « Le Front National au travail » aux éditions Syllepse). Cette offensive sur le terrain social a aussi tourné court par le fait du limogeage de Mégret et de la crise profonde qui s'en est suivie au FN en 1999.

Mais ce répit fut de courte durée. 2002 a confirmé l'enracinement du parti lepéniste et, si, en 2007, l'opération séduction/aspiration des électeurs frontistes par Sarkozy a réussi, il est fort probable que cela ne se reproduise pas de sitôt.

La crise économique et financière a balayé les promesses sarkozystes et l'enracinement populaire du FN s'est maintenu et a même progressé dans les régions les plus sinistrées. Le nouveau programme économique et social de Marine Le Pen tient d'abord compte de ce contexte. Il vise avant tout à fidéliser un électorat populaire qui n'en peut plus de la crise et qui, en même temps, ne croit plus à de possibles solutions progressistes. Il cherche aussi à présenter le FN comme un parti sérieux, prêt à gouverner, certainement pas en 2012, mais en misant sur un éclatement de l'UMP après la défaite probable de Sarkozy et sur une recomposition à droite dont il profiterait.

Cette petite brochure a donc l'ambition de livrer une analyse syndicale pour contrer le discours et le programme du FN qui risquent de tromper un nombre important de salariés et de fonctionnaires.

Mise sous presse mi-février, cette brochure a été réalisée alors que le FN n'avait pas encore publié tout son programme dans le détail. Néanmoins, sa lecture permet de convaincre tout un chacun de la nature toujours profondément d'extrême droite, donc anti sociale, du FN.

Tous les éléments du « programme » sont consultables sur leur site Internet, depuis la mi-novembre, sous l'intitulé « le-projet-de-marine-le-pen ». Les citations qui suivent en sont extraites.



L'économie vue du FN : « nationaliser » et aggraver la crise !

A propos de la dette

Un des chapitres les plus importants du programme frontiste traite de cet aspect de la crise. Celui-ci ne comporte aucune analyse sérieuse de la crise de la dette, de ses rapports avec la crise financière de 2008, du rôle désastreux du renflouement des banques par les Etats sans contrepartie ni contrôle... Il se contente de souligner la responsabilité de la politique de Sarkozy, bien réelle par ailleurs, dans l'aggravation de la crise ; logiquement le FN ne remet aucunement en cause la légitimité de cette dette. Il se contente de faire la part des choses entre la « réduction de la mauvaise dépense » et la « préservation de la bonne dépense utile et efficace ».

Mais qu'est ce que la « bonne dépense » ? Le parti lepéniste y met l'Ecole, la Santé, la Justice, la Sécurité et la Défense. Bien évidemment c'est sur ces trois derniers points que Marine Le Pen est la plus prolixe et ... dépensière ! Ainsi elle a dévoilé début décembre quelques propositions concrètes : création d'une garde nationale pour maintenir l'ordre et mise en chantier d'un deuxième sous-marin nucléaire (qui coûterait des milliards d'euros)

Quant à la « mauvaise dépense » la solution serait : « la reprise en main des finances du pays [qui] passe par une politique responsable de la dépense publique » c'est à dire une « loi cadre » « qui instaurera à terme l'obligation d'un déficit structurel égal à zéro » Tout cela ressemble comme deux gouttes d'eau à la « règle d'or » chère à Sarkozy, Merkel et tous les ultra-libéraux !

Le FN veut par ailleurs autoriser la Banque de France à détenir des titres de la dette publique mais c'est pour que « l'allocation privilégiée de l'épargne des Français à la dette publique soit encouragée par des mesures fiscales et réglementaires »

